



INSTITUT
POUR LA JUSTICE
CITOYENS POUR L'ÉQUITÉ

Paris, le 28 novembre 2014

Droit des victimes : les candidats à la présidence de l'UMP s'engagent auprès de l'Institut pour la Justice

L'Institut pour la Justice, think tank œuvrant pour une justice plus protectrice des citoyens et plus équitable à l'égard des victimes, **se réjouit de l'engagement de chacun des candidats à la présidence de l'UMP en faveur des droits des victimes et y voit une nouvelle victoire pour ses propositions.**

L'Institut pour la Justice diffuse aujourd'hui à ses 400 000 sympathisants, les réponses que Nicolas Sarkozy, Bruno Le Maire et Hervé Mariton ont apportées aux sollicitations et propositions de l'association.

Les candidats s'engagent à utiliser les travaux de l'Institut pour la Justice dans leurs programmes et réflexions et partagent le constat de l'association : la place des victimes n'est pas assez reconnue dans notre système judiciaire et dans nos procédures.

Nicolas Sarkozy s'engage à « rééquilibrer les droits des parties à tous les stades de la procédure », Bruno Le Maire à assurer « l'égalité des armes entre les parties » et Hervé Mariton reprend les propositions de la convention UMP sur l'autorité d'avril 2014 où la création d'un droit d'appel en cas de relaxe et d'acquittement était proposée.

L'Institut pour la Justice compte s'appuyer sur ces résultats pour convaincre l'ensemble des élus de s'engager en faveur d'un renforcement des droits des victimes, et notamment dans la création d'un droit d'appel pour les victimes.

Contact presse : Arnaud Beck, 06 98 76 58 58

L'Institut pour la Justice est une association loi 1901 qui fédère des centaines de milliers de citoyens ; c'est aussi un think tank qui regroupe des juristes, des praticiens du droit et des criminologues. Son objectif est de promouvoir une justice plus protectrice pour les citoyens et plus équitable vis-à-vis des victimes. Son indépendance est garantie par son refus de toute subvention publique ou privée, ses actions étant financées par ses 50 000 membres donateurs. Créé en 2007, l'Institut pour la Justice s'est fait connaître du grand public par son Pacte 2012, signé par plus de 1 700 000 internautes.